

sante pour mettre les lois à exécution et pour examiner la condition où se trouvent les compagnies d'assurance, avec le droit de rendre public ce qu'il découvre, il sera complètement inutile comme officier surveillant. Si un département d'assurance est organisé et conduit simplement pour fournir des salaires à des partisans politiques, sans égard pour son but réel, il importe peu que des lois sur l'assurance existent ou non, parce qu'elles ne seront pas appliquées convenablement dans de telles conditions.

Si, toutefois un département réellement efficace et utile est désiré, toute facilité devrait être donnée au commissaire pour lui permettre de faire un bon travail. On devrait lui donner le pouvoir de suspendre ou de révoquer les licences de compagnies d'assurance, quand il apprendrait la violation de lois aussi importantes, de tels actes devant être soumis immédiatement aux tribunaux. Je sais que beaucoup de mes amis dans l'assurance pensent que c'est un pouvoir excessif et dangereux à placer entre les mains d'un seul homme, qui peut s'en servir arbitrairement et injustement; mais l'expérience a démontré que les compagnies d'assurance courent moins de risques de la part de commissaires à l'esprit arbitraire et déraisonnable que le public en court de la part d'officiers de corporations agissant d'une manière arbitraire et déraisonnable. Le pouvoir arbitraire du commissaire n'effraie nullement le fonctionnaire d'une compagnie d'assurance qui obéit à la loi et se comporte franchement vis-à-vis du public, et on n'entend jamais un tel fonctionnaire se plaindre d'un tel pouvoir.

Il n'est pas nécessaire, dans la surveillance des compagnies d'assurance, de torturer le texte des lois. Dans l'interprétation des lois, on devrait donner au défendeur le bénéfice du doute. Mais en même temps, quand une loi dit qu'une compagnie d'assurance devra ou ne devra pas faire une chose, le commissaire devrait ou appliquer la loi, ou se démettre

Richmond and Drummond Fire Insurance Company.

Siège Social: FONDÉE
RICHMOND, QUÉ. EN 1879
Capital \$250,000
Déposé au gouvernement du Canada 80,000

HON. WILLIAM MITCHELL, Président.
ALEX. AMES, Vice-Président.
J. C. McCAIG, Gérant. S. C. FOWLER, Secrétaire
J. A. BOTHWELL, Inspecteur.

JUDSON G. LEE, Agent Résident,
Edifice Guardian Building, 160 St Jacques
MONTREAL, QUÉ.

On demande des agents dans
les districts non représentés.

L'argent consacré à la publicité, lorsqu'il est judicieusement dépensé, constitue un placement et non pas une dépense.

POURQUOI

DOIT-ON S'ASSURER DANS

La Sauvegarde

- 1o **PARCE QUE** Ses taux sont aussi avan-
tageux que ceux de n'importe
quelle compagnie.
- 2o **PARCE QUE** Ses polices sont plus libérales
que celles de n'importe quel-
le compagnie.
- 3o **PARCE QUE** Ses garanties sont supérieures
à la généralité de celles
des autres compagnies.
- 4o **PARCE QUE** La sagesse et l'expérience de
sa direction sont une garantie
de succès pour les années
futures.
- 5o **PARCE QUE** Par dessus tout, elle est une
compagnie canadienne fran-
çaise et que ses capitaux res-
tent dans la province de Qué-
bec pour le bénéfice des nôtres

Siège social 7 PLACE D'ARMES,
MONTREAL.

de ses fonctions. Aucun honnête homme ne peut droit d'occuper un poste public sans une raison quelconque. Il lit la loi "peut", là où est écrit le mot "peut". Quand la loi ordonne au commissaire de faire une enquête sur des violations de la loi, ou qu'elle lui ordonne de suspendre ou de retirer une licence ou de faire quelque chose de désagréable, le commissaire doit le faire sur l'honneur. En fait il doit le faire ou violer délibérément son serment; s'il agit de cette dernière manière, on devrait lui supprimer son salaire, et le remplacer par un homme qui ne craigne pas de remplir les devoirs de sa charge. Il n'y a de moyen plus sûr pour un fonctionnaire public d'inspirer le mépris de la loi que de ne pas la faire respecter.

(A suivre).

Rapport de Brevets

MM. MARION & MARION, solliciteurs de brevets, Montréal, Canada, et Washington, E.U., fournissent la liste suivante de brevets Canadiens récemment accordés à des inventeurs étrangers par leur entremise.

Tout renseignement à ce sujet sera fourni gratis en s'adressant au bureau d'affaires plus haut mentionné

Nos

- 111772—Hans Ries, Munich, Allemagne. Fournaise pour la fabrication du gaz, la fonte des métaux etc.
- 111793—Karl A. F. Hiorth, Christiania, Norvège. Fournaise électrique.
- 111805—Richard A. Bradbury, Christchurch, N.-Zélande. Vêtements imperméables.
- 111815—Frederic H. Trevellian, Wellington, N. Zélande. Registres à monnaie.
- 111842—Emil Schultz, Berlin, Allemagne. Mécanisme électrique français pour registres du temps.
- 111967—William F. Offord, Cambridge, Ang. Bandages herniaires et autres appareils chirurgicaux.
- 112006—A. T. Dawson et G. T. Budge, Westminster, Ang. Trépiers ajustement pour fusil automatique.

CREDIT FONCIER, F.-C.

Montreal, Quebec, Toronto, Winnipeg, Regina, Edmonton, Vancouver

Prêts sur propriétés en valeur, de ville et de campagne. Prêts aux Corporations Municipales et Scolaires, aux Fabriques et paroisses. La Société ne charge aucune Commission. Pour blancs et formules s'adresser aux bureaux de la Société.

30, Rue St-Jacques, --- MONTREAL



ASSURANCE INDUSTRIELLE

Notre Nouveau Contrat à Salaire et à Commission pour agents, offre une occasion splendide pour un petit nombre supplémentaire d'hommes stables, énergiques et habitués à gagner un salaire substantiel.

THE UNION LIFE ASSURANCE COMPANY.

Bureau Principal—TORONTO—H. POLLMAN EVANS, Président. Bureaux dans 34 Districts entre Halifax et Vancouver. La seule Compagnie dont on puisse obtenir la Police d'Epargne, la Police Industrielle la plus libérale.

